



## La nouvelle carte régionale



Source image : lanouvellerepublique.fr

## Au 1er janvier 2016 : nouvelle région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes

ACTUALITE SOCIALE - PAGE 1

### Actualité Sociale



#### En Aquitaine

##### La DRDJSCS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

Depuis le 1er janvier 2016, la DRJSCS d'Aquitaine, du Limousin, du Poitou-Charentes et la (DDCS) de la Gironde constituent un service unique, dénommé Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRDJSCS) comprenant un siège à Bordeaux - Bruges, un site départemental (Gironde) et deux sites régionaux un à Limoges, l'autre à Poitiers.

<http://aquitaine.drjscs.gouv.fr/spip.php?article1846>

##### Création de la nouvelle ARS Aquitaine Limousin Poitou-Charentes

Depuis le 1er janvier 2016, les agences régionales de santé (ARS) d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ne feront plus qu'une : l'ARS Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

<http://www.ars.aquitaine-limousin-poitou-charentes.sante.fr/Creation-de-la-nouvelle-ARS-Aq.188202.0.html>

##### 5 844 177 habitants en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes au 1er janvier 2013

Jean-Pierre Ferret, Insee Analyses ALPC, N°1 janvier 2016.

[http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/alpc/themes/insee-analyses/ap\\_ina\\_01/ap\\_ina\\_01.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/alpc/themes/insee-analyses/ap_ina_01/ap_ina_01.pdf)

#### ETUDES & RAPPORTS

[L'invisibilité sociale au prisme de la représentation des élus](#)

PAGE 2

#### LEGISLATION

[La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement](#)

PAGE 4

#### MANIFESTATIONS

[Quelles réponses éducatives en Prévention spécialisée ?](#)

PAGE 4

#### SITES INTERNET

[Wei or Die : webdoc sur l'enfer du bizutage](#)

PAGE 4



**Dossiers en ligne sur le site du Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes depuis le 6 janvier 2016 :**

**Présentation de la sécurité sociale** qui se compose d'un ensemble d'institutions qui ont pour fonction de protéger les individus des conséquences de divers événements ou situations, généralement qualifiés de risques sociaux.

<http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/securite-sociale/article/presentation-de-la-securite-sociale>

**Politique en faveur des personnes handicapées.** Principes et gouvernance de la politique du handicap — Une politique interministérielle, arrêtée par le CIH — Des objectifs fixés dans le cadre de la CNH de 2014 — La construction d'une société plus inclusive — Des parcours et des soins adaptés — 3ème objectif : La mise en œuvre de mesures concrètes de simplification pour améliorer le quotidien des plus fragiles.

<http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/handicap/article/politique-en-faveur-des-personnes-handicapees>

**Schémas départementaux des services aux familles.** Ils doivent permettre aux différents partenaires, impliqués dans la mise en œuvre des services d'accueil de la petite enfance et de soutien à la parentalité, de définir ensemble un diagnostic partagé et un plan d'action.

<http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/famille-enfance/soutien-a-la-parentalite/article/schemas-departementaux-des-services-aux-familles>



**Migrations internationales : un enjeu planétaire**

« Le panorama des migrations internationales a sensiblement évolué au cours des trois dernières décennies ; elles concernent aujourd'hui une majorité de pays tandis que les profils des migrants se sont diversifiés. De nouveaux défis sont apparus, dont la crise humanitaire à laquelle doit faire face l'Union Européenne est l'une des manifestations. » *Olivier KIRSCH, Section des affaires européennes et internationales, Avis du CESE, octobre 2015, 82 p.*

[http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015\\_31\\_migrations\\_internationales.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015_31_migrations_internationales.pdf)



**L'invisibilité sociale au prisme de la représentation des élus**

Les représentations sociales des responsables politiques sur ce que recouvre l'invisibilité sociale de certaines catégories de population sur leur territoire sont l'un des facteurs qui peuvent expliquer les processus d'« invisibilisation » que cherche à mettre au jour l'ONPES.

*La lettre de l'ONPES, N°4, décembre 2015.*

[http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre\\_ONPES\\_4\\_Dec2015\\_v3.pdf](http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_4_Dec2015_v3.pdf)

**Des indicateurs précoces de pauvreté et d'inégalités**

L'Insee expérimente une méthode fondée sur la micro simulation afin de produire en fin d'année N + 1 (par exemple 2015) des indicateurs avancés sur l'année N (2014).

*Maëlle Fontaine et Michaël Sicsic, Insee Analyses, N°23, décembre 2015.*

<http://www.insee.fr/fr/ffc/iana/ia23/ia23.pdf>

**L'accès aux services, une question de densité des territoires**

En France métropolitaine, entre les communes les plus « denses » et les moins « denses », selon une approche fine de la répartition de la population, les temps d'accès vont du simple au triple. *Max Barbier, Gilles Toutin, Commissariat général à l'égalité des territoires, David Levy, pôle Analyse territoriale, Insee Première, N°1579, janvier 2016.*

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1579/ip1579.pdf>

**Assistants de service social des établissements de santé et maladie d'Alzheimer**

Réalisée en 2015, l'enquête auprès des assistants de service social des établissements de santé avait pour objectif de mieux connaître ce métier et de mettre en lumière les difficultés ou les questionnements particuliers posés par la maladie d'Alzheimer et plus globalement les troubles cognitifs dans l'exercice de leur mission.

*La Lettre de l'Observatoire des dispositifs de prise en charge et d'accompagnement de la maladie d'Alzheimer n°40, décembre 2015.*

[http://www.fondation-mederic-alzheimer.org/content/download/21232/94667/file/Lettre\\_Observatoire\\_40.pdf](http://www.fondation-mederic-alzheimer.org/content/download/21232/94667/file/Lettre_Observatoire_40.pdf)

**Favoriser les articulations entre les professionnels intervenant en protection de l'enfance et les professionnels**



## Etudes &amp; rapports (suite)

**Intervenant dans un cadre pénal, à l'égard d'un mineur**

Recommandations de bonnes pratiques professionnelles, ANESM, décembre 2015.  
[http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/ANESM-RBPP\\_L\\_accompagnement\\_des\\_enfants\\_Civiles\\_Penales.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/ANESM-RBPP_L_accompagnement_des_enfants_Civiles_Penales.pdf)

**Baromètre d'accueil du jeune enfant 2015**

En 2015, plus de cinq familles sur six ont recours au mode d'accueil qu'elles souhaitaient initialement. Leur satisfaction quant à la solution qu'elles utilisent reste globalement élevée mais fluctue selon que le mode d'accueil visé ait finalement été obtenu ou non.

CAF, décembre 2015, l'e-essentiel N° 160.  
<https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/160%20-%20barom%C3%A8tre%20petite%20enfance.pdf>

**Le handicap, un facteur d'exclusion**

Manque de structures adaptées, détresse et isolement des familles, exil en Belgique pour scolariser les enfants...

Dossier du Secours populaire français, 5 janvier 2016.  
<https://www.secourspopulaire.fr/le-handicap-un-facteur-dexclusion>

**Petites surfaces, surpeuplement, habitat dégradé : des conditions de logement plus difficiles après une séparation**

Les parents de famille monoparentale et ceux qui vivent seuls sans leur(s) enfant(s) sont moins satisfaits de leurs conditions de logement que les autres.

Sophie Villaume, 2016, *Études et Résultats*, n°947, Drees, Janvier 2016.  
<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er947.pdf>

## Rapports

**Rapport sur le dispositif des centres éducatifs fermés (CEF)**

Synthèse des difficultés recensées et analyse du degré de mise en œuvre des recommandations préconisées par les différentes instances. Présentation des recommandations à travers six thèmes portant sur le pilotage, le contrôle et l'évaluation, les ressources humaines, l'action éducative, la santé, les droits fondamentaux, la discipline et les incidents.

RAYMOND Michel, ABROSSIMOV Christine, PAUTRAT Catherine, POINSO

Isabelle, MESNIL-ADELEE Sophie. IGAS, IGSJ, décembre 2015, 284 p.  
[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2015-014R-CEF\\_-2015.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2015-014R-CEF_-2015.pdf)

**L'accès gratuit et confidentiel à la contraception pour les mineures**

Le rapport spécifie les moyens opérationnels permettant la mise en œuvre effective des dispositions d'anonymat, pour toutes les mineures, et de gratuité, pour les adolescentes de 15 à 17 ans, et examine ensuite les pistes qui mériteraient d'être explorées afin de mieux couvrir les besoins des jeunes.

DUPAYS Stéphanie, HESSE Catherine, VINCENT Bruno. IGAS, décembre 2015, 150 p.  
[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_2014-167R.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_2014-167R.pdf)

**Suicides des jeunes Amérindiens en Guyane française : 37 propositions pour enrayer ces drames et créer les conditions d'un mieux-être**

Les communautés amérindiennes de Guyane sont concernées par un taux de suicide, notamment parmi les jeunes, entre 10 et 20 fois plus élevé que celui relevé dans l'Hexagone.

ARCHIMBAUD Aline, CHAPDELAIN Marie-Anne, Ministère des outre-mer, décembre 2015, 167 p.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000882.pdf>

**Travail, emploi, numérique : les nouvelles trajectoires**

Dans le rapport *Ambition numérique*, plusieurs pistes relatives à la transformation du modèle social français ont été esquissées, et le CNum a souhaité les approfondir en formant un groupe de travail dédié.

Conseil national du numérique, Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, Janvier 2016, 206 p.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000018.pdf>



## Législation



### La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement

Le 1er janvier 2016, la loi publiée au journal officiel du 29 décembre 2015 entre en vigueur. Tour d'horizon des principales mesures.

<http://www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr/actualites/la-loi-relative-ladaptation-de-la-societe-au-vieillessement>

### Décret n° 2016-5 du 5 janvier 2016 portant création du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie

LOI n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 (1) : la prime d'activité entre en vigueur — pas de moyen supplémentaire pour renforcer les politiques sociales...

Circulaire N° DGCS/SD1A/2015/325 du 17 décembre 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 30 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 relatif au service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO)

## Manifestations



### Quelles réponses éducatives en Prévention spécialisée ? les défis et les enjeux

Journée d'étude, IRTS Aquitaine, Talence, jeudi 9 février 2016.

<http://www.irtsaquitaine.fr/recherche/animations.php>

### Adolescents en quête de sens. Parents et professionnels face aux engagements radicaux

Colloque national des écoles des parents et des éducateurs organisé par la FNEPE, 11 mars 2016, Toulouse.

<http://www.editions-eres.com/uploads/documents/Programmes%20colloques/programmeFNEPE.pdf>

### Le pilotage de la protection de l'enfance : acteurs et outils

Journée d'étude de l'ONED organisée le 22 janvier 2016, Paris.

[http://www.oned.gouv.fr/system/files/base\\_documentaire/22janv2016\\_prog\\_0.pdf](http://www.oned.gouv.fr/system/files/base_documentaire/22janv2016_prog_0.pdf)

## Sites internet



### Ressources en ligne sur la probation

Ce nouveau site a pour objectif de réunir des professionnels, universitaires, chercheurs, membres de la société civile, citoyens engagés en vue de partager, tester, mettre en débat, diffuser voir produire des idées d'intervention et d'accompagnement des personnes auteurs ou victimes d'infractions.

[www.collectif-probation.com](http://www.collectif-probation.com)

### Wei or Die : un webdoc sur l'enfer d'un week-end d'intégration

Cette fiction propose une plongée dans l'enfer des week-ends d'intégration pour les étudiants qui intègrent les grandes écoles : humiliations, alcool, drogue et parfois violences qui peuvent aller jusqu'au viol... Les bizutages sont en principe interdits et punis par la loi depuis 1998.

<http://wei-or-die.nouvelles-ecritures.francetv.fr/>



Centre Documentaire IRTSA  
9 avenue François-Rabelais - BP 39  
33401 TALENCE Cedex  
[documentation@irtsaquitaine.fr](mailto:documentation@irtsaquitaine.fr)

institut régional  
du travail social  
aquitain

Prochain numéro :  
le 16 février 2016